

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Un appel de François Mitterrand

Il faut gagner les élections législatives ; il faut tout faire pour battre l'U.N.R. et ses alliés ; il faut hâter l'avènement d'une démocratie véritable.

Pour cela, aidez-moi, aidez-nous aujourd'hui à mener à bien ce combat comme vous l'avez fait les 5 et 19 décembre 1965 lors de l'élection présidentielle.

En élisant JEAN-MARIE POLETTI, dont je connais le talent et la compétence, à l'Assemblée Nationale, vous assurerez la victoire qui sera celle de notre peuple et de la France.

François Mitterrand



Chères électrices, chers électeurs,

On vous a dit — et on a raison — que les élections législatives de mars 1967 seraient très importantes. En êtes-vous vraiment persuadés ? Voteriez-vous par habitude, par sentiment, en somme au hasard ? Ne préférerez-vous pas plutôt émettre un suffrage réfléchi ? Alors, la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, qui poursuit inlassablement le combat inauguré en 1965 par François Mitterrand, candidat unique de la gauche, puis de tous les républicains, aux élections présidentielles, s'adresse à vous en toute confiance.

LE SENS DE NOTRE LUTTE

La Fédération de la Gauche combat résolument pour la **disparition du pouvoir personnel** ; elle a vocation à devenir l'axe d'une **majorité nouvelle** s'appuyant sur un puissant courant populaire ; elle veut construire une **démocratie véritable**, dotée d'institutions stables, tournée vers l'expansion et le progrès, attachée à garantir la paix, fermement engagée dans la Communauté européenne, décidée à imposer la justice sociale.

La Fédération de la Gauche a élaboré un programme complet et détaillé qui reprend les sept options fondamentales sur lesquelles François Mitterrand avait réuni toute la gauche française. C'est un programme de **gouvernement** excluant toute démagogie et qui met l'accent sur les grands problèmes qui préoccupent à l'heure actuelle l'immense majorité des Français.

UNE ÉCONOMIE EFFICACE

Le premier objectif d'un gouvernement, c'est d'**assurer le progrès économique**. Or la gestion de neuf

années gaullistes a été plus que médiocre. Contrairement aux affirmations complaisantes de la majorité d'hier, la France a connu une croissance **moins rapide** que celle de ses voisins ; le pouvoir d'achat, le niveau de vie y ont évolué moins favorablement. Le résultat c'est que la France de 1967 n'est pas une Nation Moderne.

Pour une croissance plus nette, nous proposons entr'autres :

- un plan vraiment démocratique ;
- une sélection des dépenses d'équipement financées par l'Etat pour développer les secteurs essentiels : transports, téléphone et logement ;
- une banque nationale d'investissements ;
- des impôts mieux répartis ;
- une agriculture modernisée, mais défendant la petite exploitation et freinant l'exode rural.

11